

Master droit mention Droit public spécialité Droit public de l'économie finalité professionnelle

RNCP18911 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128g
Code(s) ROME	K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère de l'Enseignement Supérieur

Université Panthéon Assas - Paris 2

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le Master Droit public de l'économie forme des juristes de haut niveau spécialisés dans tous les domaines du droit public des affaires : contrats publics, gestion des biens publics, entreprises publiques, régulation et financement de projet.

Les titulaires du diplôme sont capables d'exercer tous les types d'activités auxquels le professionnel spécialiste du droit public de l'économie est susceptible d'être confronté notamment :

- Rédiger des consultations, en cabinet d'avocat, dans le domaine du droit public de l'économie pour l'ensemble des acteurs intéressés par ces disciplines : grandes entreprises, administrations, etc.
- Gérer, organiser et piloter des contentieux intéressants, notamment, le droit des contrats publics, le droit des biens publics ou le droit des services publics.
- Assurer des missions d'encadrement relevant des directions juridiques des grandes entreprises ou des grands opérateurs publics.
- Assurer des missions d'encadrement relevant de l'administration générale et des services juridiques dans les grandes administrations ou établissements publics de l'État ou des collectivités territoriales locales.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Le titulaire du Master Droit public de l'économie est apte à mobiliser des connaissances approfondies et à maîtriser un certain nombre d'outils afin d'assurer l'ensemble de ces activités. Il est préparé à l'exercice d'activités professionnelles dans tous les domaines mettant en relations les administrations et les entreprises. Il est capable de :

- maîtriser les différents outils du droit public de l'économie en vue de rédiger des consultations.
- maîtriser les outils du contentieux en droit public de l'économie en vue d'établir des conclusions et de présenter des plaidoiries ;
- maîtriser la rédaction de consultation et plaidoirie en droit public de l'économie en vue d'assister juridiquement une entreprise, une collectivité ;
- traiter des cas concrets, à savoir soulever les questions pertinentes, en vue d'apporter une réponse aux problématiques juridiques posées et à leurs enjeux pratiques ;
- maîtriser une approche globale des questions qui se posent en ces domaines en vue d'établir les liens nécessaires

entre les différentes branches du droit, notamment en intégrant la dimension européenne des questions traitées ;

- assurer la veille juridique en droit public de l'économie en vue d'actualiser ses connaissances en matières de lois, règlements, jurisprudence et doctrine en vue de s'adapter aux innovations constantes de la législation et de la jurisprudence ;
- rechercher et réunir la documentation juridique en vue de procéder à une analyse complète des implications des textes réglementaires et législatifs.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Ce professionnel travaille dans le secteur du droit public de l'économie et dans le secteur juridique.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Le titulaire du master Droit public de l'économie peut exercer au sein de :

- Cabinets d'avocats
- Entreprises
- Grandes administrations de l'État et des collectivités locales

Le diplômé peut assurer tous types d'emplois exigeant un haut niveau de connaissance en particulier en Droit public de l'économie, dans des fonctions d'organisation, de conseil, d'étude et de contrôle de droit.

- Avocat en droit public des affaires
- Juriste d'entreprise
- Cadre administratif
- Conseil en entreprise
- Consultant

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 600 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	2 886
Jugés difficiles à recruter	38 %
Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

Le diplôme est délivré sur délibération du jury du master concerné. Le jury est désigné chaque année par le président de l'Université dans les conditions prévues à l'article L. 613-1 du Code de l'éducation.

COMPOSITION DU JURY — VAE

Jury composé d'enseignants-chercheurs et de professionnels.

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

Site internet de l'autorité délivrant la certification

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/18911/>